

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N^o : R-3867-2013 (2B)

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

Demande relative au dossier générique
portant sur l'allocation des coûts et la
structure tarifaire de Gaz Métro

ÉNERGIR S.E.C.

Demanderesse

-et-

INTERVENANTS

PLAN D'ARGUMENTATION DE L'ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS INDUSTRIELS DE GAZ (l'« ACIG »)

I. LE CADRE JURIDIQUE APPLICABLE

1. Dans le cadre de son analyse de la modification du cadre conceptuel, la Régie devra s'assurer que celui-ci respecte les principes directeurs qui ont été retenus en matière d'allocation des coûts.
2. Ces principes directeurs ont tout d'abord été énoncés par la Régie dans sa décision [D-97-47](#) :

« 5.1 Les principes

Les principes qui ont guidé la Régie dans ses conclusions sont sensiblement les mêmes que ceux énoncés dans la décision G-429, à savoir :

- la relation causale la plus directe possible entre les coûts et les clients qui les ont engendrés;
- l'absence de service gratuit;
- un partage juste et équitable des économies et des déséconomies. »¹

3. La Régie a repris ces principes dans la décision [D-2016-100](#) rendue dans le cadre du présent dossier :

« 4.3 OPINION DE LA RÉGIE

[71] La Régie considère que pour statuer sur les méthodes d'allocation des coûts à retenir, elle doit s'appuyer impérativement sur des principes directeurs. Elle juge que les principes proposés par Gaz Métro, qui découlent notamment de l'ordonnance G-429 et de la décision D-97-47, sont des principes intemporels et toujours pertinents.

¹ [D-97-47](#), p. 15

[72] En conséquence, elle retient les principes suivants :

- le respect de la causalité des coûts;
- l'absence de service gratuit;
- le partage juste et équitable des économies et des déséconomies d'échelle;
- l'identification de méthodes d'allocation des coûts qui sont précises, fiables, stables et, dans la mesure du possible, simples d'application.

[73] Cependant, la Régie ajoute les considérations suivantes à ces principes.

4.3.1 RESPECT DE LA CAUSALITÉ DES COÛTS

[74] La Régie considère, comme l'ensemble des participants au dossier, que l'Étude devrait, autant que possible, reposer sur l'identification des relations de cause à effet. Ainsi, le principe de respect de la causalité des coûts demeure central à toute étude d'allocation des coûts. »

4. Ces principes sont toujours applicables dans le présent dossier et nous allons attirer l'attention de la Régie plus particulièrement au niveau du principe fondamental qu'est le respect de la causalité des coûts ainsi que celui de l'équité décrit comme le « *partage juste et équitable des économies et des déséconomies d'échelle* » ou « *fair and equitable sharing of costs and benefits* ».

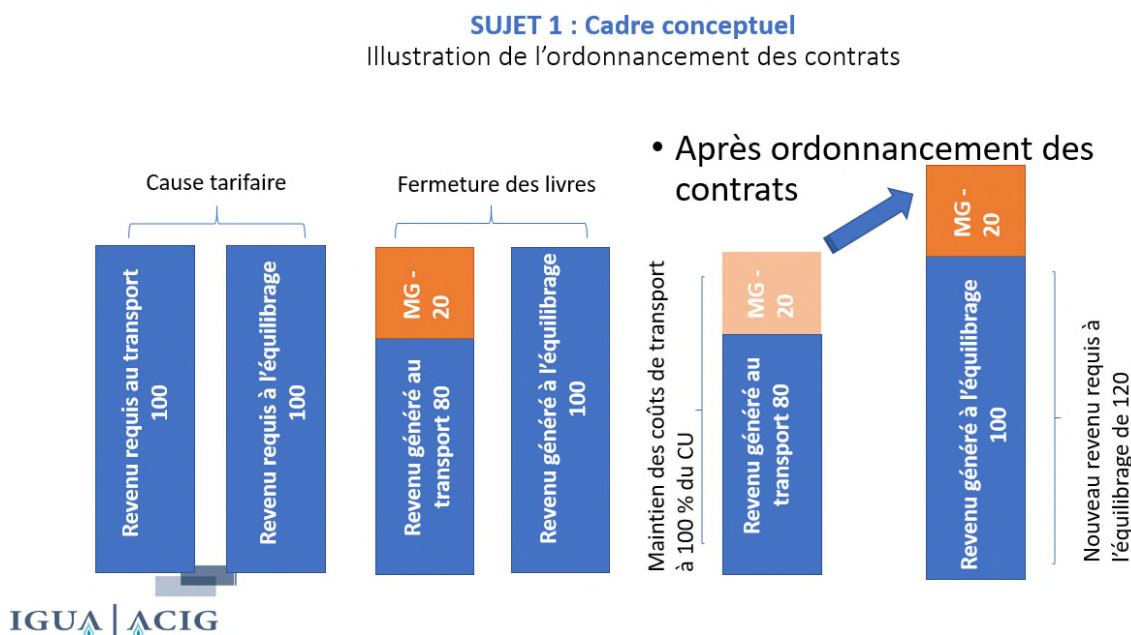
II. LE CADRE CONCEPTUEL POUR LA REFONTE DES SERVICES DE FOURNITURE, DE TRANSPORT ET D'ÉQUILIBRAGE

5. Relativement au nouveau cadre conceptuel proposé par Énergir pour la refonte des services de fourniture, de transport et d'équilibrage, nous avons soulevé des problématiques importantes pour les membres que nous représentons, problématiques qui n'ont pas été corrigées par Énergir.
6. Dans un premier temps, suite à la décision [D-2020-153](#), la Régie demandait à Énergir de présenter sa preuve en illustrant le cycle complet de la fonctionnalisation, de l'allocation et de la tarification des coûts. Or, ce qui a été présenté par Énergir, ne donne qu'une simulation partielle et l'établissement des tarifs de transport et d'équilibrage n'a pas été reconstitué.²
7. Aussi, il y a lieu de noter que la preuve d'Énergir ne présente pas une comparaison formelle chiffrée entre les modèles actuels et proposés.³
8. Au niveau de la fonctionnalisation et de la classification des coûts liées au transport, Énergir propose, sur la base de la méthode de la demande moyenne, d'attribuer les coûts de transport en fonction du coefficient d'utilisation.

² [C-ACIG-0145](#), p. 6

³ [C-ACIG-0145](#), p. 6

9. Ainsi, le coût va varier en fonction de l'écart entre la consommation moyenne et le niveau de la pointe. Nous estimons que pour les clients ayant un profil saisonnier, cette méthode d'allocation va engendrer un coût plus important.⁴
10. Une autre problématique constatée est celle relative à l'ordonnancement proposé des outils d'approvisionnement.
11. Notre compréhension est à l'effet que la demande moyenne par le recours à un coefficient d'utilisation (« CU ») de 100% est un calcul théorique et que lorsqu'il y aura des déséquilibres entre la demande moyenne calculée et la demande moyenne constatée en fin d'année (les trop-perçus ou les manques à gagner), ceux-ci seront transposés aux coûts de l'équilibrage par le biais d'une baisse ou une augmentation de ces coûts alors que cette fonction n'en est pas la cause.⁵
12. Nous vous référons à l'exemple expliqué en audience :



13. Ceci a pour effet d'imputer incorrectement les coûts d'une fonction « transport » à la fonction « équilibrage » de façon discrétionnaire par Énergir, ce qui va à l'encontre, selon nous, des principes tarifaires applicables de causalité des coûts et d'équité entre clients qui ont été mentionnés plus haut.
14. Dans sa présentation, en cours d'audience⁶, Énergir reconnaît spécifiquement que l'ordonnancement des outils vise à réduire essentiellement les coûts d'approvisionnement gazier et non pas spécifiquement à « répondre à un besoin de

⁴ C-ACIG-0145, p. 8

⁵ C-ACIG-0145, p. 8

⁶ B-0651, sous le titre « Fonctionnalisation – l'ordonnancement répond à un besoin d'optimisation des coûts ».

transport ou d'équilibrage » ce qui est contraire, selon nous, au principe de causalité des coûts.

15. La Régie a d'ailleurs déjà statué à l'effet que les données prévisionnelles doivent être maintenues et que dans le cas d'une demande plus faible pour les clients à débit stable, les clients au service d'équilibrage ne devraient pas se voir imputer les coûts des outils de transport inutilisés.
16. En effet, la Régie dans sa décision [D-2014-064](#) mentionnait ce qui suit:

« [162] La Régie souligne que les tarifs sont établis sur une base prévisionnelle. Elle est d'avis qu'il est d'usage d'apporter des ajustements en fin d'année lorsqu'il est facile de le faire et qu'il en résulte une répartition juste des coûts.

[163] Elle comprend que, pour le Distributeur, l'ajustement en fin d'année permettrait d'attribuer les coûts des services en fonction de leur utilisation réelle.

[164] La Régie considère que Gaz Métro n'a pas démontré que l'utilisation réelle qui est faite lors d'une année est en lien avec la causalité des coûts.

[165] De plus, une demande de base plus faible que celle prévue aurait comme effet, aux termes de la modification proposée, de fonctionnaliser des outils d'approvisionnement à l'équilibrage plutôt qu'au transport. Pourtant, ces outils dont on change la fonctionnalisation n'auraient pas pour autant été utilisés pour assurer effectivement l'équilibrage.

[166] La Régie est d'avis que les outils d'approvisionnement sont contractés pour satisfaire la demande prévue, tout en dotant le Distributeur d'une marge pour être en mesure de faire face à des événements de plus faible probabilité. En conséquence, elle juge que ce sont les données prévisionnelles qui doivent être maintenues, même si les données réelles sont différentes.

[167] Ainsi, comme le souligne la FCEI, aux termes de l'ajustement proposé lorsque la demande est plus faible pour les clients à débit stable, ce sont plutôt les clients du service d'équilibrage qui se verraient imputer le coût des outils de transport inutilisé.

[168] Pour ces motifs, la Régie rejette la proposition de Gaz Métro. »

(Nos soulignés)

17. En application des principes de causalité des coûts, d'équité entre les clients et de cohérence décisionnelle ([D-2014-064](#)), nous soumettons que la Régie devrait rejeter la proposition d'Énergir qui demande l'application d'un nouvel ordonnancement des outils d'approvisionnement gazier entre la prévision et le réel.
18. Quant à la question de la fonctionnalisation et la classification des coûts d'équilibrage, nos préoccupations sont à nouveau en lien avec le recours proposé à une demande moyenne sur la base d'un CU à 100% pour déterminer les besoins en

transport puisque cela fait en sorte de ne pas tenir compte des variations de consommation tout au long de l'année.⁷

19. Dans le rapport Elenchus, le nouveau cadre conceptuel proposé par Énergir est expliqué de la façon suivante :

« Les coûts engagés ou causés par la nécessité de livrer le volume annuel à la franchise d'Énergir sont répartis en fonction du volume quotidien moyen demandé par chaque catégorie de clientèles. Ces coûts comprendraient la fourniture, son transport et d'autres coûts qui seraient engagés pour répondre aux besoins des clients d'Énergir s'ils consommaient tous du gaz à un CU de 100 %. Selon cette approche, les coûts d'équilibrage de la charge sont les coûts incrémentaux pour tenir compte de l'écart par rapport au CU de 100 % dans la demande des clients.⁸ »

20. Selon nous, cette méthode ne prend pas en considération les pointes de consommation non coïncidentes avec la pointe du Distributeur et ne reconnaît pas la causalité des coûts de ces clients qui engendrent des coûts moins importants que ceux dont la pointe est coïncidente avec la pointe du Distributeur, sans compter que leur consommation en dehors des périodes de chauffage a un effet bénéfique sur la structure d'approvisionnement.⁹
21. La méthode proposée par Énergir ne reconnaît pas la part des clients industriels à profil de consommation hors de la période de chauffage qui réduisent les coûts d'approvisionnement pour l'ensemble de la clientèle.
22. À nouveau, cette proposition est contraire aux principes de causalité des coûts et d'équité entre clients tel que confirmé par l'expert monsieur John Todd de la firme Elenchus en réponse à nos demandes de renseignements :

« Preamble :

[...]

(ii) « Using the customers' load factors as the allocator will not recognize this feature of load balancing and operational flexibility requirements fully. LF captures the issue only if it is calculated using average demand /coincident peak demand. A refinement to Énergir's proposed methodology could examine this issue as an option for refining the method in the future ».

[...]

1.4 Énergir's model does not take into account the detailed load profile of customers such as the extent of seasonal load variations that may not be distinguished by the calculated LF. The LF takes into account only the average demand and peak demand; hence, there is an implicit assumption that the seasonal load profiles of customers are similar. In essence, the

⁷ [C-ACIG-0145](#), p. 10

⁸ [A-0220](#), p. v à vi

⁹ [C-ACIG-0145](#), p. 10

diversifiability of the loads of different customers are not used to identify customer-specific causal costs and rates. »¹⁰

(Nos soulignés)

23. L'expert John Todd reconnaît d'ailleurs que conceptuellement, l'aspect bénéfique d'une consommation en dehors de la période de chauffage pourrait être reflété dans les tarifs par l'élaboration de redevances d'équilibrage de la charge spécifique des clients, basées sur leurs coûts causaux individuels et tenant compte du facteur de coïncidence de chaque charge (c'est-à-dire la diversifiabilité).¹¹
24. La preuve de l'ACIG démontre que plusieurs des industriels qu'elle représente ont des CU bien en deçà de 100% et qu'ils ne pourraient pas se voir compenser pour leur apport selon la méthodologie proposée par le Distributeur malgré l'apport bien réel à l'optimisation des approvisionnements du Distributeur.¹²
25. Nous vous référons plus particulièrement au tableau suivant produit dans la preuve écrite de l'ACIG¹³ :

Tableau 1- Illustration de la survenue des pointes de certains clients industriels

Profil	CU du client	Jour de la survenue de la pointe du client	Part de la consommation du client en hiver
Client 1	45%	31 octobre	38%
Client 2	56%	22 avril	47%
Client 3	66%	11 novembre	45%

26. Monsieur John Todd reconnaît que la méthode pourrait être raffinée mais il soulève des réserves quant aux « efforts et dépenses nécessaires » pour mettre en œuvre des redevances d'équilibrage de charges spécifiques aux clients.¹⁴
27. Toutefois, l'expert monsieur Todd n'a effectué aucune analyse de coûts/ bénéfices¹⁵ et l'on comprend que tel n'était pas son mandat.
28. Avec respect pour l'opinion contraire exprimée par l'expert d'Elenchus, nous soumettons qu'Énergir dispose des outils nécessaires pour établir la demande non coïncidente et ainsi définir les profils particuliers de consommation qui pourraient faire place à un facteur de correction ou facteur de coïncidence. Ceci permettrait

¹⁰ [A-0300](#), p. 2 et 4

¹¹ [A-0303](#), p. 3

¹² [C-ACIG-0145](#), p. 12

¹³ [C-ACIG-0145](#), p. 12

¹⁴ [A-0303](#), p. 3 (réponse 1.5)

¹⁵ [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, contre-interrogatoire de monsieur J. Todd, p. 204

d'établir une causalité des coûts pour l'équilibrage plus juste et plus représentative de la réalité.¹⁶

29. Nous vous référons au témoignage de M.Sebaa à ce sujet suite à une question de Mme la Régisseur Gagnon :¹⁷

« Q. [33] La question va porter sur le facteur de correction que vous proposez. Alors, juste pour s'assurer qu'on a bien compris, est-ce que vous pouvez nous en dire davantage sur ce facteur que vous proposez et est-ce que l'on doit comprendre que ce que vous proposez servirait à donner un crédit à des clients qui ont une pointe en dehors de la période de chauffage?

Alors, pouvez-vous expliquer son fonctionnement et d'où proviendraient les coûts pour payer ce crédit aux clients qui le recevraient?

R. Alors, pour ce qui est du facteur de... de correction, je vous avouerai que je ne l'ai pas développé, hein. Ce n'est pas le forum, actuellement, et je pense que je n'ai pas toutes capacités de statisticien pour sortir une formule. Je pourrais la commenter, mais je ne pourrais peut être pas l'écrire.

Donc, c'est vraiment... Ce qu'on a beaucoup aimé de ce qu'a dit l'expert John Todd, c'est vraiment... on pourrait caler ou calquer ce facteur-là de correction sur ce qui fait... ce qui se fait sur les marchés financiers, c'est-à-dire le petit bêta, là, qu'on rajouterait à la fonction, qui va... aura pour fonction de gommer les déséquilibres. Qu'ils soient en plus ou en haut donc il va capter ces déséquilibres et va les gommer.

Donc, c'est pour générer... on dit que c'est pour générer un crédit à l'équilibrage. Parce que si on calcule avec le CU tel qu'il est, donc on va voir des situations où on ne reconnaît pas l'apport des clients... l'apport de la consommation des clients hors période de chauffage.

Nous, c'est ça qu'on essaye de capter en particulier. D'accord? Parce que, deux choses : l'industriel ne participe pas à la pointe comme participe un client purement chauffage. Ça, c'est le premier fait. Deuxièmement, l'industriel va consommer tout le long de l'année. Je vous ai montré les graphiques...

[34] Hum-hum.

R. ... vous voyez bien que le D4, quand même, reste stable tout l'année. Un D1, vous n'aurez jamais...un D1 qui va rester stable à l'année. Ça, ça n'existe... ça n'existera pas, à moins d'avoir des exemples farfelus comme j'ai donné en préparation à maître Hamelin, mais je vous ferai grâce de ça.

Donc, vous n'aurez pas une consommation totalement instable. Donc, on voudrait qu'on repuisse reconnaître l'apport. Parce que ces consommations, elles font quoi? Elles sont en train de consommer des unités de transport qui sont souscrites par Énergir, et que les clients à la

¹⁶ [C-ACIG-0147](#), p. 4

¹⁷ [A-0323](#), N.S. du 17 juin 2021, p. 84-88

pointe, la pointe d'hiver, ne vont pas consommer. Donc, le facteur bêta viendrait capter ces... ces bénéfices-là.

Quant au paiement de ces bénéfices-là, je vous avouerai que je n'y ai pas totalement pensé. Je pourrais m'aventurer à essayer de vous dire... Je vais m'aventurer à donner une moitié de réponse. Hein, que ça ne soit pas pris contre moi ou reconnu contre moi plus tard, parce que je le dis, je n'y ai pas pensé. Mais, pour ne pas laisser sur votre faim, essayer de répondre à votre sollicitation.

On pourrait l'envisager comme des économies qu'on aurait réalisées, parce qu'on aura quand même un revenu sur des quantités ou des... ou des capacités qui ne vont pas être utilisées.

Par contre, ça, ça suppose... j'imagine que ça suppose des calculs chez Énergir, ils doivent faire tourner la machine à calculs pour calculer qu'avec ou sans, comment cela se reconnaît. Parce qu'on ne va pas le voir sur une facture tout de suite. C'est... je ne pense pas que ça soit évident. Donc, il faudra établir ce bienfait-là, cet apport-là, pour pouvoir mettre ça dans le bêta et donc dans le crédit des... des clients industriels. »

30. En terminant, nous réitérons les recommandations de l'ACIG pour le cadre conceptuel :

« • L'ACIG recommande à la Régie de demander à Énergir de compléter la simulation du cycle de fonctionnalisation et d'améliorer sa méthode d'allocation des coûts, notamment pour l'équilibrage afin de prendre en compte les pointes non coïncidentes pour obtenir une causalité des coûts la plus équitable et la plus juste possible;

• L'ACIG recommande à la Régie de rejeter la proposition d'Énergir de modifier l'ordonnancement des contrats de transport et ce, pour respecter une allocation des coûts juste et équitable. »

III. LA REFONTE DU SERVICE INTERRUPTIBLE

31. Tout d'abord, il y a lieu de rappeler quelles étaient les demandes de la Régie à l'égard de l'offre interruptible.
32. En 2014, la Régie demandait au Distributeur de considérer des solutions alternatives pour répondre à des besoins de faible récurrence plutôt que de s'engager dans des contrats de longue durée.
33. La Régie, dans la décision [D-2014-201](#), mentionnait ce qui suit :

« [142] Dans sa décision D-2013-179, la Régie précise :

[...]

[46] La Régie considère qu'il est important que le Distributeur étudie en temps utile les solutions alternatives pour répondre à des besoins de faible récurrence plutôt que de s'engager sans faire les analyses normalement requises pour une période de 15 ans.

[47] L'Audience a permis de faire ressortir trois solutions susceptibles de répondre à des besoins de pointe de faible récurrence, soit :

- la modification des conditions de service pour que les clients en GAI s'interrompent afin d'assurer, au besoin, le service aux clients en service continu;
- la création d'une nouvelle classe de service interruptible pour des interruptions exceptionnelles;
- l'augmentation de la capacité de vaporisation à l'usine LSR.

[...]

[208] La Régie considère que le Distributeur doit poursuivre son analyse visant la mise en place d'un volet interruptible destiné aux clients du tarif D4 (volet super interruptible). Le Distributeur devra considérer, comme proposé par l'UC le fait que ces clients pourraient ne pas posséder de source d'énergie alternative.

[209] La Régie est d'avis que l'implantation d'un volet super interruptible ne devrait pas faire concurrence au tarif interruptible actuel. En effet, dans la mesure où ce nouveau volet est un outil de dernier recours dont l'utilisation serait de très faible occurrence, il ne devrait pas constituer une source d'économie aussi avantageuse que le volet interruptible actuel. En effet, la grande partie de la rémunération (la partie variable du tarif) serait octroyée lorsque les clients seraient réellement interrompus. Sur la base des données historiques fournies par le Distributeur, ce volet super interruptible aurait été utilisé six fois depuis l'année 1970.

[210] Enfin, la Régie considère que la mise en place d'un volet super interruptible ne requiert pas d'investissement additionnel en termes d'immobilisations. Elle tient à préciser que ce volet n'a pas nécessairement à couvrir l'ensemble de l'écart des besoins entre l'hiver extrême et la journée de pointe.

[211] Par ailleurs, considérant les migrations observées depuis un certains (sic) temps du service interruptible au service continu, la Régie est d'avis qu'il est important de revoir les volets A et B du service interruptible actuellement en vigueur. La Régie juge nécessaire qu'une telle réflexion se fasse en même temps que celle portant sur l'implantation du volet super interruptible.

[212] La Régie demande au Distributeur de revoir les volets A et B du service interruptible et d'examiner la possibilité de mettre en place un volet super interruptible. Elle demande donc au Distributeur de déposer une proposition à cet effet dans les meilleurs délais. »

(Nos soulignés)

34. Il est clair selon nous de cette décision que la demande de la Régie était d'ajouter un nouveau service au niveau du tarif D4 mais non d'abolir le tarif D5 actuel.

35. Énergir reconnaît d'ailleurs que la Régie n'a jamais demandé la suppression du tarif D5.¹⁸
36. Nous comprenons qu'Énergir propose de revoir les services interruptibles dans son ensemble afin que ceux-ci soient désormais liés au service d'équilibrage. Là n'était clairement pas la demande initiale de la Régie, sans compter que cette proposition unilatérale du Distributeur de mettre fin à un tarif présentement applicable à un segment important de sa clientèle implique des répercussions majeures pour cette clientèle.
37. Il est réducteur de considérer l'offre interruptible actuelle uniquement comme un outil d'approvisionnement. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un tarif qui répond à des besoins spécifiques pour une part importante de la clientèle d'Énergir.
38. L'apport pour l'optimisation des coûts de transport pour l'ensemble de la clientèle et l'importance du tarif D5 pour sa clientèle ont clairement été mis en preuve par l'ACIG dans le cadre de ce dossier et cette preuve n'a pas été contredite.
39. Outre le fait que le tarif D5 répond à des besoins spécifiques de la clientèle, il sert aussi comme outil au service du Distributeur pour l'optimisation des capacités de transport qui seraient autrement inutilisées.¹⁹
40. En effet, les consommateurs industriels au service interruptible D5, utilisent les capacités de transport contractées par Énergir pour répondre aux besoins de sa journée de pointe et qui ne sont pas pleinement utilisées par les clients en service continu (excédents de transport).
41. Nous vous référons au tableau 2 de la preuve de l'ACIG montrant le coefficient d'utilisation sans l'apport du D5 impliquant une différence de coûts potentielle pour l'ensemble de la clientèle advenant l'abolition du D5. En effet, il existe un risque qu'une grande partie des volumes actuellement au tarif D5 disparaisse compte tenu que leur migration au tarif D4 pourrait ne pas être économiquement viable.²⁰
42. Outre l'apport du service interruptible D5 à l'optimisation des outils de transport, il faut reconnaître que ce tarif vise aussi d'autres objectifs tels que le développement de marché et la rétention de la clientèle²¹, sans oublier l'importance pour les clients industriels d'avoir accès à une flexibilité opérationnelle (et non pas la flexibilité opérationnelle du Distributeur), pour assurer la pérennisation de leurs activités de production.²²

¹⁸ [B-0611](#), question 8.3 à la p. 14.

¹⁹ [C-ACIG-0145](#), [C-ACIG-0149](#)

²⁰ [C-ACIG-0147](#), p. 23 et [C-ACIG-0149](#), p. 12

²¹ [C-ACIG-0145](#), p.9, [C-ACIG-0149](#), p. 13

²² [B-0621](#), p. 16 (L'amélioration de la position concurrentielle du gaz naturel vis-à-vis d'autres sources d'énergie), [B-0611](#), version 9.1 à la p. 15

43. La tarification d'Énergir doit refléter le fait que ses clients n'ont pas nécessairement un besoin en service continu et ont des besoins qui peuvent être ponctuels, de quelques jours à quelques semaines tel qu'expliqué par le témoin de l'ACIG :²³

« Q. [27] Parfait. Je vais juste prendre une minute pour consulter mon analyste. Merci. Parfait, merci. Donc, je vais passer à ma prochaine question et je vais vous référer, cette fois-ci, à la page 26 de votre preuve. À la note de bas de page. Exactement. Donc, l'ACIG dit que par flexibilité opérationnelle, elle entend :

[...] ce qui permet à un industriel de faire face rapidement et efficacement à un besoin donné. Dans le cas de la consommation de gaz, c'est la capacité qu'a un industriel d'augmenter sa consommation de gaz pour répondre à un besoin de production ponctuel. Les tarifs continus ne permettent pas d'augmenter ou de baisser la consommation de gaz de façon ponctuelle.

Lorsque l'ACIG mentionne que « les tarifs continus ne permettent pas d'augmenter ou de baisser la consommation de gaz de façon ponctuelle », est-ce que... est-ce que vous réferez, à ce moment-là, à la pénalité qui est prévue aux Conditions de service des Tarifs en cas de retrait interdit?

R. Je réfère aux conditions du D4. Donc, le D4, comme je l'ai dit en présentation, tout à l'heure, vous avez cent pour cent (100 %) de votre volume souscrit, Énergir autorise à aller jusqu'à cent cinquante pour cent (150 %) du volume souscrit, à un tarif, bien sûr, différent du... différent.

Au-delà de ce cent cinquante pour cent (150 %), vous allez vous retrouver en... en retrait interdit et là, on appliquerait les pénalités de retrait. Et si vous consommez moins, vous payerez quand même votre volume souscrit, que vous ayez consommé ou pas ce gaz, ce qui n'est pas le cas du D5. »

44. Il y a, selon nous, un risque réel que ces consommateurs, pour obtenir cette flexibilité opérationnelle, passent à d'autres formes d'énergie tel que le mazout. Le témoin de l'ACIG a mentionné ce qui suit en audience :²⁴

« Q. [13] Mais, en même temps, est-ce que vous nous dites que vous craignez une migration vers le mazout, malgré le fait que la... la concurrence... la position concurrentielle soit vraiment favorable?

R. Elle ne sera pas favorable s'ils doivent migrer leurs volumes D5 vers le D4. Il faut voir le delta, là, j'ai donné un exemple de mille (1000) à quatre mille cinq (4500), ce n'est pas beaucoup, mais quand on commence à aligner les millions, je peux vous dire que le mazout deviendrait... même s'il coûte très cher, il va coûter très cher trois mois.

Il ne va pas coûter cher douze (12) mois. La migration au D4, ça veut dire que ça va coûter cher 12 douze (12) mois. Vous avez cet enjeu-là, qui est... qui est à adresser. »

²³ [A-0323](#), 79-81

²⁴ [A-0323](#), 69-70

45. Finalement, il y a lieu de rappeler que le recours au D5 se fait généralement en dehors de la période de pointe d'Énergir ce qui permet d'optimiser la structure d'approvisionnement du Distributeur.²⁵
46. Tel que résumé par le témoin de l'ACIG, l'implantation de la nouvelle offre interruptible tout en supprimant l'offre interruptible actuelle D5 fait en sorte que :
- Énergir ne répond que partiellement à la demande de la Régie exprimée dans la décision [D-2014-201](#) ;
 - la nouvelle offre interruptible ne garantit pas d'écouler les surplus de transport au meilleur prix ;
 - Énergir supprime un outil indispensable pour la flexibilité opérationnelle de ses clients industriels au risque de voir des volumes importants disparaître.²⁶
47. Il faut par ailleurs rappeler que le D5 et l'offre interruptible proposée (super interruptible) ne remplissent pas les mêmes fonctions.
48. Le nouveau service interruptible (super interruptible) vise à permettre à Énergir d'avoir des capacités d'interruption pour gérer la pointe d'hiver. Ce service va être rémunéré sur la base des coûts évités.
49. Par ailleurs, le service interruptible D5 offre aussi des capacités d'interruption mais permet surtout d'optimiser le plan d'approvisionnement sur toute l'année gazière (pas seulement la période de chauffage du distributeur) et qu'il génère des revenus en distribution.
50. Fondamentalement et conceptuellement ces deux services sont différents et ne remplissent pas les mêmes fonctions.
51. Pour ces motifs, nous sommes d'avis que ces deux services peuvent coexister et qu'ils ne sont pas en contradiction l'un avec l'autre.²⁷
52. Dans sa preuve, Énergir mentionne ce qui suit :
- « Comme mentionné auparavant, au cours des années, les objectifs du service interruptible ont été élargis pour inclure des aspects concernant le développement de marché et la rétention de la clientèle. Bien que ces objectifs soient toujours présents, Énergir estime que le service interruptible n'est plus le meilleur outil pour répondre à ces besoins commerciaux. Ces derniers seront abordés dans la phase 4 de la vision tarifaire portant sur les modifications à la structure tarifaire de distribution. »

(Nos soulignés)

²⁵ [C-ACIG-0147](#), p. 26

²⁶ [C-ACIG-0149](#), p. 15

²⁷ [A-0323](#), N.S. du 17 juin 2021, témoignage de M. Sebaa p.53-54

53. Or, Énergir n'explique aucunement comment qu'elle entend répondre à « ces besoins commerciaux » lors de la Phase 4 portant sur la question des modifications à la structure tarifaire de distribution.
54. Cette imprécision tarifaire n'est pas justifiable sans compter que pour ce qui est de la nouvelle offre interruptible plusieurs questionnements demeurent tant au niveau des modalités d'application de ce service que de la façon dont celui-ci sera alloué possiblement à seulement quelques « heureux élus ».
55. Selon l'ACIG, l'abolition du tarif D5 pourrait causer un choc tarifaire compte tenu de la différence de coûts des tarifs si les clients au D5 devaient passer au tarif D4.²⁸
56. Par ailleurs, Énergir reconnaît que certains clients pourraient être fortement impactés par les changements et elle envisage la possibilité d'offrir des rabais transitoires sans par ailleurs s'y commettre.
57. En effet, Énergir parle de mesures transitoires « potentiellement » proposées.²⁹
58. Énergir confirme de plus qu'elle ne sera pas en mesure de faire ces déterminations avant de savoir le tarif de distribution vers lequel chaque client D5 migrerait (selon le cas) et l'option interruptible choisie en accord avec les règles d'éligibilité (pointe, saisonnière illimitée, optimisation tarifaire ou aucune).
59. Énergir confirme ne pas avoir l'information quant aux intentions spécifiques des clients du D5, ne pas savoir si ces clients vont, de fait, migrer ou non vers d'autres tarifs ni avoir évalué la possibilité qu'ils se tournent vers d'autres formes d'énergie dans le but de conserver une flexibilité opérationnelle.³⁰
60. Il est important également de noter qu'outre les nombreuses modifications qui ont été apportées aux conditions de service proposées depuis la consultation de la clientèle en 2015, Énergir a dernièrement ajouté, qu'en tout état de cause, l'acceptation par le Distributeur d'offrir le nouveau service interruptible aux clients qui pourraient rencontrer les conditions qui seraient alors définies, dépendraient de ses besoins d'approvisionnement. La même discrétion du Distributeur se retrouve relativement au préavis de sortie de ces clients.³¹
61. Cette discrétion inclut également la possibilité pour Énergir de décider qui sont les clients qui pourraient lui offrir un service interruptible. Je vous réfère à l'extrait suivant du contre-interrogatoire d'Énergir :³²

« Q. [53] Parce que ce n'est pas tout à fait ce que vous m'avez dit avec égards. Tout à l'heure vous m'avez dit que vous pourriez décider de retenir

²⁸ [C-ACIG-0145](#), p. 28, [A-0323](#), N.S. du 17 juin 2021, contre-interrogatoire de Me Cardinal p.77-79

²⁹ [B-0651](#), p. 21, [B-0611](#), question 9.8, p. 18 « Énergir envisage la possibilité d'offrir des rabais transitoires aux clients fortement impactés », [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, contre-interrogatoire d'Énergir p.67-69

³⁰ [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, p. 66, 69-70

³¹ [B-0623](#), question 12, p. 52

³² [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, contre-interrogatoire d'Énergir, p. 90-91

certaines clients qui ont des volumes plus importants. Ce serait plus facile d'avoir des clients à gros volumes.

Donc, ça c'est quand même quelque chose qu'Énergir garde en tête. Pourrait par exemple décider de l'offre à seulement cinq clients avec gros volumes?

R. Bien, en fait, ce que je vous mentionnais, c'est de l'ordre logique. C'est sûr que s'il y a deux clients super interruptibles à gérer c'est plus facile que dix (10) clients super interruptibles. Est-ce que dix (10) clients interruptibles c'est possible de les gérer au niveau du super interruptible? Peut-être.

Premièrement, donc ce que je vous mentionnais, c'est qu'en général, d'une façon logique ce serait mieux d'accepter des clients aux plus gros volumes.

Est-ce que c'est ça qui va être proposé si jamais on fait une restriction et dans la preuve, puis dans nos réponses on n'a pas été formel là dessus, parce qu'effectivement, il n'y a pas de réponse aujourd'hui. On n'a pas rien de spécifique à proposer là-dessus. »

62. Certains autres éléments de l'offre interruptible proposée sont problématiques dont celle d'introduire une hausse de 900% de la pénalité pour retraits interdits³³ tout en retirant la possibilité de pouvoir avoir un recours au gaz d'appoint « GAI » à moins de pouvoir participer à la nouvelle offre interruptible.
63. Quant à l'option d'optimisation tarifaire, certaines modalités qui sont essentielles pour permettre à un client de faire un choix éclairé demeurent toujours à être définies. Les représentants d'Énergir confirment que la durée de contrat, le préavis d'entrée et de sortie, les modalités de révision du Pmax sont des informations importantes pour les fins de cette option et qu'elles n'ont pas encore été arrêtées.³⁴
64. Quant à nous, la prétention d'Énergir à l'effet que la proposition tarifaire entourant le service d'optimisation tarifaire serait complète, ne peut valablement être soutenue considérant les paramètres importants de l'offre qui demeure à être finalisée. Les modalités décrites plus haut sont loin d'être « d'ordre strictement opérationnelles ».
65. Finalement, il y a lieu de rappeler que l'utilité du D5 n'est pas en lien avec la survenue de la pointe de ses clients mais permet plutôt à ces derniers de gérer leurs besoins d'énergie pour répondre à des nécessités de production.
66. En résumé, la présente proposition d'Énergir comporte plusieurs incertitudes et préoccupations pour la clientèle que nous représentons :
 - abolition potentielle d'un tarif en vigueur sans proposition véritable de remplacement pour la clientèle desservie;
 - révision des « besoins commerciaux » dans la Phase 4 de la vision tarifaire portant sur les modifications à la structure tarifaire de distribution sans plus d'information;

³³ [C-ACIG-0149](#), p. 17

³⁴ [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, contre-interrogatoire d'Énergir, p. 81-83

- « potentiel rabais transitoire pour les clients fortement impactés » dont les paramètres demeurent à être définis sans engagement de la part du Distributeur ;
- modalités du nouveau service interruptible à être finalisées :
 - discrétion complète d'Énergir d'offrir ou non ce service et ce, même si les conditions étaient rencontrées ;
 - pénalités dissuasives pour les retraits interdits sans justification (la problématique de comportements resquilleurs étant déjà gérée avec la pénalité actuelle) et ne reconnaissant pas les cas d'impossibilité d'agir ;
 - discrétion d'Énergir dans l'allocation du service auprès de certains clients sélectionnés qui permettraient d'offrir les volumes les plus importants ;
- modalités de l'option d'optimisation tarifaire à définir ;
- impossibilité de recourir au GAI si un client ne se qualifie pas à la nouvelle offre interruptible.

67. Nous reprenons donc ci-après les recommandations de l'ACIG :

- « • L'ACIG recommande à la Régie d'approuver la nouvelle offre interruptible ainsi que ses modalités d'application. L'ACIG recommande que ce nouveau service soit offert en plus du service D5 et non en remplacement de ce dernier ;
- L'ACIG demande à la Régie de ne pas autoriser la suppression du tarif D5 aux motifs que c'est un outil important pour l'optimisation des coûts d'approvisionnement d'Énergir et pour la flexibilité opérationnelle des consommateurs industriels qui y ont recours;
- L'ACIG recommande de maintenir le tarif D5 dans ses modalités actuelles, jusqu'à la révision du tarif D4 (phase 4 du présent dossier) qui devrait lui aussi inclure une offre similaire au D5 pour la flexibilité opérationnelle des clients industriels
- Ne pas autoriser la hausse de la pénalité pour les retraits interdits telle que demandée. »

68. Dans sa sixième demande réamendée, Énergir³⁵ prévoit toujours une demande de mise en place de mesures transitoires, dont la conclusion suivante :

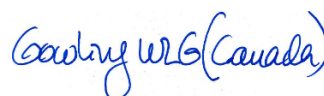
« AUTORISER la terminaison des contrats D5 conclus ou prolongés après le 30 novembre 2020 avant leur échéance (c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle offre interruptible);»

³⁵ [B-0646](#)

69. La Régie dans sa décision [D-2020-153](#) avait refusé d'examiner la demande d'Énergir relative à l'approbation de mesures transitoires avant de procéder au débat complet sur la proposition de refonte du service interruptible.
70. Nous sommes d'avis que les commentaires que nous avons émis au début de la Phase 2B quant à cette conclusion de mesures transitoires sont en grande partie toujours d'actualité.
71. Nous référons la Régie à notre correspondance du 11 novembre 2020³⁶ où nous indiquions qu'en 2016, Énergir avait proposé que le tarif D5 soit maintenu jusqu'à la révision des tarifs de distribution, de manière à ce que celui-ci cohabite pendant un certain temps, avec la nouvelle offre interruptible au service d'équilibrage. Énergir indiquait que de cette façon, certains clients pourraient continuer de profiter des rabais contractuels que leur procure le tarif D5, pour lesquels ils ont signé, et ce, jusqu'à ce que de nouvelles dispositions entrent en vigueur en distribution.³⁷
72. Pour l'ACIG, l'abolition du tarif D5 avant même d'avoir procédé à la révision des tarifs de distribution en Phase 4 est problématique pour les motifs déjà mentionnés.
73. Aussi, il y a lieu de rappeler qu'Énergir ne sera pas en mesure de mettre en place sa nouvelle offre interruptible avant potentiellement 2023-2024 selon la preuve entendue dans le cadre de l'audience de la Phase 2B³⁸.
74. De plus, rien n'explique le choix arbitraire d'Énergir de ne pas reconnaître les contrats conclus ou prolongés après le 30 novembre 2020. Cette date est purement arbitraire de la part d'Énergir.
75. Par ailleurs, tel que déjà soumis, cette conclusion est préjudiciable pour la clientèle et inéquitable. En effet, ceux qui ont des contrats qui se terminent après le 30 novembre 2020 ou qui pourraient être prolongés après cette date seraient traités différemment des clients qui ont des contrats au 30 novembre qui pourraient, quant à eux, continuer de bénéficier de l'offre de service interruptible D5 jusqu'à la refonte des tarifs de distribution, le cas échéant.
76. Pour toutes ces raisons, nous soumettons que la Régie ne devrait pas accueillir la demande de mesures transitoires proposée par Énergir.

LE TOUT RESPECTUEUSEMENT SOUMIS.

Montréal, le 18 juin 2021



GOWLING WLG (CANADA), S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocats de l'ACIG

³⁶ [C-ACIG-0133](#)

³⁷ [B-0134](#)

³⁸ [A-0320](#), N.S. du 15 juin 2021, contre-interrogatoire d'Énergir, p.173